

devoir passer l'été avec Bill Brock. Cela semble maintenant exclu (sauf si je suis moi aussi transféré au portefeuille de la Main-d'oeuvre), mais j'ai rencontré Clayton Yeutter à Chicago le mois dernier, et j'ai grand hâte de travailler avec lui.

Nous travaillerons aussi sur la troisième partie de la Déclaration - soit un plan de travail global, à finaliser d'ici mars prochain, en vue de régler un grand nombre d'obstacles spécifiquement posés à l'accroissement du commerce. L'un des grands secteurs-problèmes est ce que l'on appelle les dispositions "Buy America ou "Buy Canada" appliquées aux programmes de passation de marchés publics. Nos deux pays ont appris dans les quelque 20 dernières années que ces politiques d'achat artificielles comportent toutes sortes de coûts occultes, y compris l'inefficience et la résistance au changement. Nous entendons voir si les pratiques de passation des marchés publics pourraient être mieux conçues.

Mais nous aussi Canadiens nous sommes dotés d'un programme sur le plus long terme. C'est un programme visant à maintenir et à renforcer notre accès au marché américain. Nous l'avons mis en oeuvre en janvier en publiant un document de travail sur les options qui nous sont ouvertes, et je viens de terminer une tournée de consultation pancanadienne. Dans les huit dernières semaines, j'ai visité 15 villes dans six fuseaux horaires, surtout pour rencontrer les gens d'affaires, mais également des syndicalistes, des consommateurs et des universitaires.

Le document trace quatre grandes options possibles pour notre commerce avec les États-Unis.

Nous pourrions tenter de maintenir le statu quo et espérer que les pressions protectionnistes au Congrès pourront être quelque peu contenues par des réactions ponctuelles.

Nous pourrions aussi tenter de négocier des arrangements limités à des secteurs particuliers ou à des types précis de barrières non tarifaires. Comme vous le savez, nous avons déjà commencé à approfondir l'approche sectorielle, mais pour découvrir que si l'industrie de l'un de nos pays y est favorable, celle de l'autre y est opposée. L'approche ne permettait pas de compromis.

Nous pourrions aussi négocier un accord-cadre qui engagerait politiquement les deux gouvernements envers des objectifs et des mécanismes visant l'élimination des